

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 354

22 février 2011

SOMMAIRE

Africa Edge	16979	Pradera Central Gdansk Osowa S.à r.l.	16959
Alux Immo S.A.	16987	PRB Luxemburgo S.à r.l.	16991
Alux Immo S.A.	16979	Quilvest	16947
Bajo Aragón I S. à r.l.	16990	Savoy 74 Investment S.A.	16957
BON AVENIR S.A., société de gestion de patrimoine familial	16992	Silver Lining S.A. SPF	16970
Bonbonera Group S.A.	16958	Société de Financement pour les Trans- ports, SOFITRA S.A.	16958
Codelem Investissements S.A.	16987	Somil S.à r.l.	16958
Equestricon S.A.	16987	Sorg Finances S.A.	16959
Eurovillage Center S.A.	16968	Star Com S.à r.l.	16959
Eurovillage Center S.A.	16957	Tarncourt S.à r.l.	16968
Fegon International S.A.	16978	Thalia International S.A.	16967
GARBE Logistic Management Company S.à r.l.	16988	Tobago Investment Holding S.A.	16957
Golden-Line Transports S.à r.l.	16977	Trade Petroleum S.A.	16991
Green Valley S.à r.l.	16988	Trelson Capital S.à r.l.	16947
Grosvenor Americas S.à r.l.	16989	Tube IV S.à r.l.	16954
Grosvenor International Investments S.à r.l.	16988	Tube VI S.à r.l.	16956
Homac Aviation S.A.	16989	Ulysse Investissement S.à r.l.	16968
Hypo Portfolio Selection Sicav	16977	Union Bancaire Privée (Luxembourg) S.A.	16987
ICCI, International Chemical and Cosme- tic Investment Company	16989	V & B Putz Design GmbH	16969
JMISYL S.à r.l.	16990	Velcour S.C.	16978
LLtd 1 S.à r.l.	16990	Violet Grafton S.à r.l.	16980
LLtd 2 S.à r.l.	16991	WCC Der Clou S.à r.l.	16969
LLtd 3 S.à r.l.	16992	WCC Europe S.à r.l.	16969
Marcomard S.A.	16956	WCC Germany S.à r.l.	16977
MGE Roermond (Phase 3) S.à r.l.	16968	WCC Hungary S.à r.l.	16978
Naturata S.A.	16959	WCC Plauen S.à r.l.	16979
Oikopolis S.à r.l.	16992	WCC Poland Finco S.à r.l.	16979
Onud S.A.	16946	WCC Poland S.à r.l.	16980
Pergo-Lux s.à r.l.	16954	WCC Vita-Center S.à r.l.	16980
Phoenix R.E. S.à r.l.	16946	WCC Wedel S.à r.l.	16986
		WT3 Europe S.à r.l.	16954

Onud S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 94.739.

—
Extrait du PV de la réunion du C.A. tenue en date du 23 décembre 2010

A compter 23 Décembre 2010, le siège social de la société sera transféré du L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter au L-1724 Luxembourg, 3A, Boulevard Prince Henri.

Référence de publication: 2010171572/10.

(100198880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Phoenix R.E. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 110.032.

—
L'an deux mille dix,
le quinze décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

La société de droit italien SINTESI GAM S.p.a., avec siège social à I-20133 Milan, 33, Viale Campania, inscrite au registre des sociétés d'Italie sous le numéro MI-1624733,

ici représentée par Monsieur Max GALOWICH, juriste, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 10 décembre 2010,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, est l'associée unique de la société à responsabilité limitée PHOENIX R.E. S.à r.l., avec siège social à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 110.032 (NIN 2005 2421 633),

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 10 août 2005, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1342 du 7 décembre 2005,

au capital social de douze mille cinq cents Euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (€ 125.-) chacune.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide de dissoudre la société et de la mettre en liquidation à partir de ce jour.

Deuxième résolution

L'associée unique nomme comme liquidateur de la société:

Monsieur Max GALOWICH, juriste, demeurant à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

Le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus pour l'exercice de sa mission, notamment ceux prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire instrumentant d'après ses noms, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. GALOWICH, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 16 décembre 2010. Relation: ECH/2010/1903. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 24 décembre 2010.

Référence de publication: 2010171583/42.

(100199210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Trelson Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 5.392.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 151.171.

—
EXTRAIT

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés tenue en date du 23 décembre 2010 a approuvé les résolutions suivantes:

- Monsieur Bartosz Szlapka, avec adresse professionnelle au «15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg», est élu nouveau gérant de la société avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010171632/15.

(100198967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Quilvest, Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 6.091.

—
L'an deux mille dix, le huit décembre, à 11.30 heures.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «QUILVEST» (la «Société»), une société anonyme, ayant son siège social à L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue, inscrite au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous la section B, numéro 6.091. La Société ayant été constituée originairement le 25 octobre 1888. Son siège social a été transféré au Grand-Duché de Luxembourg suivant acte notarié en date du 20 décembre 1960, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1 du 14 janvier 1961. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu en date du 15 juillet 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2024 du 21 août 2008.

L'Assemblée a été présidée par Monsieur Peter BEMBERG, demeurant 29, Chemin de la Falaise, CH-1196 Gland.

Monsieur Michel ABOUCHALACHE, demeurant 243, Boulevard Saint-Germain, F-75007 Paris a été nommé premier scrutateur et Monsieur Christian BAILLET, demeurant 243, Boulevard Saint-Germain, F-75007 Paris a été nommé deuxième scrutateur.

Monsieur Jean-Benoît LACHAISE, demeurant 84, Grand-Rue L1660 Luxembourg, a été nommé comme secrétaire.

Le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

I. Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par eux sont indiqués sur une liste de présence, qui est signée par les mandataires des actionnaires, le président, le secrétaire, les scrutateurs et le notaire instrumentant. Cette liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. La présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par avis de convocation contenant l'ordre du jour envoyés par lettres à tous les actionnaires nominatifs le 22 novembre 2010 et publiés au Mémorial et Luxemburger Wort le 19 novembre 2010 et 29 novembre 2010.

Il résulte de la liste de présence que sur le total des six millions six cent cinquante-six mille (6.656.000) actions, quatre millions six cent soixante-trois mille trois cent quatre-vingt-seize (4.663.396) actions sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, représentant soixante-dix virgule zéro six pourcents (70,06%) du capital social et en conséquence l'assemblée est valablement constituée et peut valablement délibérer et décider sur tous les points mentionnés à l'ordre du jour.

III. Le président de séance rappelle que les modifications statutaires proposées à la première résolution de l'ordre du jour se limitent à la mise en conformité des statuts avec la loi et que toutes les modifications proposées sont appelées à prendre effet au 1^{er} janvier 2011 à 00.00 heure. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Modification des statuts afin de se conformer à la loi du 22 décembre 2006 abrogeant entre autres la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (sociétés holding) et de deux arrêts grand-ducaux du 17 décembre 1938 concernant les sociétés holding, par la suppression de toute référence aux textes de ces lois et arrêts comme suit:

(i) Suppression à l'article 1^{er} des statuts des termes: "et les sociétés de participation financière et plus particulièrement par les lois du 10 août 1915 et du 31 juillet 1929, telles que ces lois se trouvent modifiées par des lois et règlements postérieurs, et par les deux arrêts grand-ducaux du 17 décembre 1938, le régime spécial prévu par ces deux arrêts, auquel la société est soumise devant prévaloir sur toutes autres dispositions légales";

(ii) Suppression au dernier alinéa de l'article 2 des statuts des termes: "en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 31 juillet 1929 et des modifications subséquentes, de sorte qu'elle n'aura aucune activité industrielle propre et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public";

(iii) Suppression du dernier alinéa de l'article 3 des statuts;

(iv) Suppression du dernier alinéa de l'article 25 des statuts.

2. Autres modifications des statuts:

(i) Modification de l'article 9 des statuts (Procédure) en insérant un nouveau paragraphe avant le dernier paragraphe actuel de l'article 9 qui se lira comme suit:

«Les réunions du Conseil d'Administration sont valablement tenues à tout moment et en toutes circonstances par voie de conférence téléphonique, vidéo-conférence ou tout autre moyen permettant l'identification de ou des administrateurs concernés. Un administrateur participant à une réunion par l'un de ces moyens est considéré comme étant présent à une telle réunion aussi longtemps qu'il est connecté».

(ii) Modification de l'article 13 des statuts (Opérations avec la Société) qui se lira comme suit:

« **Art. 13. Opérations avec la Société.** Dans la mesure requise par la loi, l'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération.

Par ailleurs, la Société et les administrateurs se conformeront à toute disposition et procédures supplémentaires imposées par la loi.»

(iii) Modification de l'article 15 des statuts (Commissaires) qui se lira comme suit:

« **Art. 15. Réviseurs.** Le contrôle des comptes annuels de la Société sera confié à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés nommé(s) par l'assemblée générale qui détermine leur nombre, la durée de leur mandat et leur rémunération».

(iv) Modification de l'article 18 premier paragraphe des statuts (Date et Lieu) qui se lira comme suit:

«L'assemblée générale annuelle se réunit dans la Ville de Luxembourg à l'endroit indiqué dans les avis de convocation; elle a lieu de plein droit à 11h00 le premier jour ouvrable qui suit le deuxième jeudi du mois de juin.»

(v) Modification de l'article 19 des statuts (Convocations) qui se lira comme suit:

« **Art. 19. Convocations.** Le Conseil d'Administration peut convoquer toutes assemblées générales.

Les convocations pour toutes assemblées générales, ordinaires ou extraordinaires, contiennent au moins l'ordre du jour, l'heure et le lieu de la réunion et sont faites en respectant les exigences requises par la loi et toute réglementation qui s'impose à la Société.».

(vi) Modification de l'article 20 des statuts (Admission) qui se lira comme suit:

« **Art. 20. Admission.** Pour être admis aux assemblées générales, les propriétaires d'actions au porteur doivent déposer leurs titres au siège social cinq (5) jours au moins avant la réunion ou bien huit (8) jours à l'avance dans les établissements désignés dans les avis de convocation.

Tout propriétaire de titres nominatifs doit informer la Société dans les cinq (5) jours avant l'assemblée de son intention d'assister à l'assemblée générale. S'il se fait représenter par un fondé de pouvoirs, ce dernier doit déposer son pouvoir au siège social dans le même délai.

Le conseil peut, s'il le juge convenable, ou pour être conforme à toute disposition légale ou réglementaire qui s'impose à la Société, modifier ces formalités et ces délais et accepter des dépôts et avis en dehors de ces limites ou appliquer toute autre règle qui s'impose à la Société.».

(vii) Modification de l'article 23 des statuts (Année Sociale) qui se lira comme suit:

« **Art. 23. Année Sociale.** L'année sociale commence le premier (1^{er}) janvier et finit le trente-et-un (31) décembre.

Chaque année, l'administration doit dresser un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la Société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements, ainsi que les dettes des administrateurs envers la Société.

L'administration établit le bilan et le compte de pertes et profits, contenant les amortissements nécessaires et les remet aux personnes chargées du contrôle des comptes dans les délais prévus par la loi.

Quinze (15) jours avant l'assemblée générale, sauf disposition contraire de la loi, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social du bilan et du compte de pertes et profits et du rapport des personnes chargées du contrôle des comptes».

(viii) Modification de l'article 24 paragraphe 2 (Répartition des Bénéfices) qui se lira comme suit:

«Le Conseil d'Administration, avec l'approbation du (des) réviseur(s) d'entreprises agréé(s) peut procéder à des versements d'acomptes sur dividendes aux conditions prévues par la loi.»

3. Détermination au 1^{er} janvier 2011 à 00.00 heure de la date de prise d'effet des modifications aux statuts visées aux points 1. et 2. du présent ordre du jour.

IV. Qu'à la suite de ce qui précède, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide avec effet tel que déterminé à la troisième résolution ci-après de modifier les statuts afin de se conformer à la loi du 22 décembre 2006 abrogeant entre autres la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (sociétés holding) et de deux arrêtés grand-ducaux du 17 décembre 1938 concernant les sociétés holding par la suppression de toute référence à ces textes comme suit:

(i) Suppression à l'article 1^{er} des statuts des termes: "et les sociétés de participation financière et plus particulièrement par les lois du 10 août 1915 et du 31 juillet 1929, telles que ces lois se trouvent modifiées par des lois et règlements postérieurs, et par les deux arrêtés grand-ducaux du 17 décembre 1938, le régime spécial prévu par ces deux arrêtés, auquel la société est soumise devant prévaloir sur toutes autres dispositions légales";

(ii) Suppression au dernier alinéa de l'article 2 des statuts des termes: "en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 31 juillet 1929 et des modifications subséquentes, de sorte qu'elle n'aura aucune activité industrielle propre et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public";

(iii) Suppression du dernier alinéa de l'article 3 des statuts;

(iv) Suppression du dernier alinéa de l'article 25 des statuts.

Pour: quatre millions six cent soixante-trois mille trois cent quatre-vingt-seize (4.663.396) voix.

Contre: aucune voix.

La résolution a en conséquence été adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de procéder, avec effet tel que déterminé à la troisième résolution ci-après, aux modifications des articles 9, 13, 15, 18, 19, 20, 23 et 24 des statuts comme suit:

(i) Modification de l'article 9 des statuts (Procédure) en insérant un nouveau paragraphe avant le dernier paragraphe actuel de l'article 9 qui se lira comme suit:

«Les réunions du Conseil d'Administration sont valablement tenues à tout moment et en toutes circonstances par voie de conférence téléphonique, vidéo-conférence ou tout autre moyen permettant l'identification de ou des administrateurs concernés. Un administrateur participant à une réunion par l'un de ces moyens est considéré comme étant présent à une telle réunion aussi longtemps qu'il est connecté».

(ii) Modification de l'article 13 des statuts (Opérations avec la Société) qui se lira comme suit:

« **Art. 13. Opérations avec la Société.** Dans la mesure requise par la loi, l'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Par ailleurs, la Société et les administrateurs se conformeront à toute disposition et procédures supplémentaires imposées par la loi.».

(iii) Modification de l'article 15 des statuts (Commissaires) qui se lira comme suit:

« **Art. 15. Réviseurs.** Le contrôle des comptes annuels de la Société sera confié à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés nommé(s) par l'assemblée générale qui détermine leur nombre, la durée de leur mandat et leur rémunération».

(iv) Modification de l'article 18 premier paragraphe des statuts (Date et Lieu) qui se lira comme suit:

«L'assemblée générale annuelle se réunit dans la Ville de Luxembourg à l'endroit indiqué dans les avis de convocation; elle a lieu de plein droit à onze (11.00) heures le premier jour ouvrable qui suit le deuxième jeudi du mois de juin.»

(v) Modification de l'article 19 des statuts (Convocations) qui se lira comme suit:

« **Art. 19. Convocations.** Le Conseil d'Administration peut convoquer toutes assemblées générales.

Les convocations pour toutes assemblées générales, ordinaires ou extraordinaires, contiennent au moins l'ordre du jour, l'heure et le lieu de la réunion et sont faites en respectant les exigences requises par la loi et toute réglementation qui s'impose à la Société.».

(vi) Modification de l'article 20 des statuts (Admission) qui se lira comme suit:

« **Art. 20. Admission.** Pour être admis aux assemblées générales, les propriétaires d'actions au porteur doivent déposer leurs titres au siège social cinq (5) jours au moins avant la réunion ou bien huit (8) jours à l'avance dans les établissements désignés dans les avis de convocation.

Tout propriétaire de titres nominatifs doit informer la Société dans les cinq (5) jours avant l'assemblée de son intention d'assister à l'assemblée générale. S'il se fait représenter par un fondé de pouvoirs, ce dernier doit déposer son pouvoir au siège social dans le même délai.

Le conseil peut, s'il le juge convenable, ou pour être conforme à toute disposition légale ou réglementaire qui s'impose à la Société, modifier ces formalités et ces délais et accepter des dépôts et avis en dehors de ces limites ou appliquer toute autre règle qui s'impose à la Société.»

(vii) Modification de l'article 23 des statuts (Année Sociale) qui se lira comme suit:

« **Art. 23. Année Sociale.** L'année sociale commence le premier (1^{er}) janvier et finit le trente-et-un (31) décembre de chaque année civile.

Chaque année, l'administration doit dresser un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la Société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements, ainsi que les dettes des administrateurs envers la Société.

L'administration établit le bilan et le compte de pertes et profits, contenant les amortissements nécessaires et les remet aux personnes chargées du contrôle des comptes dans les délais prévus par la loi.

Quinze (15) jours avant l'assemblée générale, sauf disposition contraire de la loi, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social du bilan et du compte de pertes et profits et du rapport des personnes chargées du contrôle des comptes».

(viii) Modification de l'article 24 paragraphe 2 (Répartition des Bénéfices) qui se lira comme suit:

«Le Conseil d'Administration, avec l'approbation du (des) réviseur(s) d'entreprises agréé(s) peut procéder à des versements d'acomptes sur dividendes aux conditions prévues par la loi.»

Pour: quatre millions six cent soixante-trois mille trois cent quatre-vingt-seize (4.663.396) voix.

Contre: aucune voix.

La résolution a en conséquence été adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide de déterminer au 1^{er} janvier 2011 à 00.00 heure la date de prise d'effet des modifications aux statuts visées aux résolutions 1. et 2. qui précèdent.

Pour: quatre millions six cent soixante-trois mille trois cent quatre-vingt-seize (4.663.396) voix.

Contre: aucune voix.

La résolution a en conséquence été adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 11.45 heures.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue française suivi d'une traduction anglaise; il est spécifié qu'à la demande des mêmes parties, en cas de divergences avec la version anglaise, le texte français fera foi.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède

In the year two thousand ten, on the eighth day of the month of December, at 11.30. a.m..

Before Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem (Grand-Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of "QUILVEST" (the "Company"), a société anonyme having its registered office in L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg under number B 6.091. The Company was incorporated on 25 October 1888. The registered office of the Company has been transferred to the Grand-Duchy of Luxembourg pursuant to a notarial deed of 20 December 1960, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1 of 14 January 1961. The articles of association have been amended for the last time on 15 July 2008, published in the Mémorial number 2024 of 21 August 2008.

The Meeting was presided by Mr Peter BEMBERG, residing 29 Chemin de la Falaise, CH-1196 Gland.

There was appointed as first scrutineer Mr Michel ABOUCHALACHE, residing 243, boulevard Saint-Germain, F-75007 Paris, and Mr Christian BAILLET, residing 243, boulevard Saint-Germain, F-75007 Paris, was appointed as second scrutineer.

There was appointed as secretary Mr Jean-Benoît LACHAISE, residing 84, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg.

The chairman declares and requests the undersigned notary to state that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list signed by the proxyholders of the shareholders, the chairman, the secretary, the scrutineers and the undersigned notary. Said attendance list will remain attached to the present deed to be filed with it with the registration authorities.

II. The present extraordinary general meeting was convened by notices containing the agenda sent on 22 November 2010 to all the registered shareholders and published in the Mémorial and the Luxemburger Wort on 19 November 2010 and 29 November 2010.

As it appears from said attendance list, out of the total of six million six hundred and fifty-six thousand (6,656,000) shares, four million six hundred and sixty-three thousand three hundred and ninety-six (4,663,396) shares are represented at the present extraordinary general meeting, representing seventy point zero six percent (70.06%) of the share capital so that the meeting is validly constituted and can validly deliberate and resolve on all the items on the agenda.

III. The chairman of the meeting recalls that the only purpose of the amendments to the articles of association proposed at the first resolution of the agenda is to render the articles of association compliant with the law and that all proposed amendments are intended to become effective on 1 January 2011 at 00:00 hour. The agenda of the meeting is as follows:

1. Amendment of the articles of association in order to be in compliance with the law of 22 December 2006 repealing, inter alia, the law of 31 July 1929 on the tax regime of holding companies and two grand-ducal decrees of 17 December 1938 on holding companies, by deleting any reference to such laws and decrees as follows:

(i) Deletion in article 1 of the articles of association of the terms: «and holding companies, and more specifically by the laws of August 10, 1915 and July 31, 1929 such as those laws were amended by subsequent laws and regulations and by two Grand-Ducal decrees of December 17, 1938; the special rules provided for by these two decrees, to which the Company shall be subject, shall prevail over any other legal provision»;

(ii) Deletion in the last paragraph of article 2 of the articles of association of the terms: «remaining always within the limits established by the law of July 31, 1929 and subsequent amendments, to the effect that the company may not carry on directly any industrial activity or maintain a commercial establishment open to the public»;

(iii) Deletion of the last paragraph of article 3 of the articles of association;

(iv) Deletion of the last paragraph of article 25 of the articles of association.

2. Other amendments to the articles of association:

(i) Amendment of article 9 of the articles of association (Procedure) by inserting a new paragraph before the last existing paragraph of article 9 so as to read as follows:

«Meetings of the Board of Directors are validly held at any time and in any circumstances by telephone conference, video-conference or any other means allowing the director(s) concerned to be duly identified. A director taking part in such a meeting by any such means is deemed to be participating in person at such meeting as long as he is connected.»

(ii) Amendment of article 13 of the articles of association (Transactions with the Company) so as to read as follows:

" **Art. 13. Transactions with the Company.** To the extent permitted by the law, any director who may, with respect to a transaction submitted to the approval of the Board of Directors, have an interest adverse to that of the Company, shall so notify the Board of Directors and cause such notification to be reflected in the minutes of that meeting. He shall not deliberate on any such transaction.

The Company and the Directors shall further comply with any further provision or procedure provided by the law."

(iii) Amendment of article 15 of the articles of association (Auditors) so as to read as follows:

" **Art. 15. Auditors.** The supervision of the annual accounts of the Company shall be carried out by one or more approved statutory auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)), appointed by the general meeting which shall determine their number, the term of their office and their remuneration."

(iv) Amendment of article 18, first paragraph of the articles of association (Date and Place) so as to read as follows:

"The annual general meeting shall meet ipso jure in the city of Luxembourg at the place indicated in the notices of meeting on the first business day following the second Thursday of June at 11.00 a.m."

(v) Amendment of article 19 of the articles of association (Notices of Meeting) so as to read as follows:

" **Art. 19. Notices of Meeting.** The Board of Directors may convene all general meetings.

Convening notices for any ordinary or extraordinary general meetings shall at least specify the agenda, the time and place of the meeting and are made according to any provisions of the law and any regulation applicable to the Company."

(vi) Amendment of article 20 of the article of association (Admission) so as to read as follows:

" **Art. 20. Admission.** In order to be admitted to the general meetings, the holders of bearer shares must deposit their bearer shares at the registered office at least five (5) days before the date of the meeting, or at least eight (8) days before said date with depositaries specified in the convening notices.

Every owner of registered shares must advise the Company within five (5) days before the meeting of his intention to attend the general meeting. In the event that he votes by a proxy holder, the latter has to deposit his proxy at the registered office within the same period of time.

The board may, if it deems it advisable, or in order to meet any legal or regulatory provisions applicable to the Company, amend these formalities or these periods of time and accept deposits of shares irrespective of these time limits or apply any other regulation applicable to the Company."

(vii) Amendment of article 23 of the articles of association (Financial Year) so as to read as follows:

" **Art. 23. Financial Year.** The financial year will run from the first (1st) of January until the thirty-first (31st) of December.

Each year, the management will cause an inventory to be drawn up with current and fixed assets together with all debts and liabilities of the Company, accompanied by an annex containing a summary of all corporate commitments and all debts of the directors towards the Company.

The management will prepare the balance sheet and profit and loss statement, containing all necessary write-offs and remit those documents within the legal time limits to the persons in charge of the audit of the accounts.

Fifteen (15) days before the general meeting, the shareholders may, unless otherwise provided for by law, take cognizance at the registered office of the balance sheet, the profit and loss statement and the report of persons in charge of the audit of the accounts."

(viii) Amendment of article 24, second paragraph of the articles of association (Distribution of Profits) so as to read as follows:

"With the approval of the approved statutory auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)), the Board of Directors may initiate dividend installments in accordance with applicable provisions of law."

3. Determining the effective date of the amendments of the articles of association pursuant to items 1. and 2. of the present agenda at 1 January 2011, at 00:00 hour.

IV. As a result of the foregoing, the present meeting is regularly constituted and may validly decide on the items of the agenda.

Then the General Meeting, after deliberation, takes the following resolutions:

First resolution

The General Meeting resolves, with effect as set forth in the third resolution below, to amend the articles of association in order to be in compliance with the law of 22 December 2006 repealing, inter alia, the law of 31 July 1929 on the tax regime of holding companies and two grand-ducal decrees of 17 December 1938 on holding companies, by deleting any reference to such laws and decrees as follows:

(i) Deletion in article 1 of the articles of association of the terms: «and holding companies, and more specifically by the laws of August 10, 1915 and July 31, 1929 such as those laws were amended by subsequent laws and regulations and by two Grand-Ducal decrees of December 17, 1938; the special rules provided for by these two decrees, to which the Company shall be subject, shall prevail over any other legal provision»;

(ii) Deletion in the last paragraph of article 2 of the articles of association of the terms: «remaining always within the limits established by the law of July 31, 1929 and subsequent amendments, to the effect that the company may not carry on directly any industrial activity or maintain a commercial establishment open to the public»;

(iii) Deletion of the last paragraph of article 3 of the articles of association;

(iv) Deletion of the last paragraph of article 25 of the articles of association.

For: four million six hundred sixty-three thousand three hundred and ninety-six (4.663.396) votes.

Against: no vote.

The resolution was thus adopted unanimously.

Second resolution

The General Meeting resolves, with effect as set forth in the third resolution herebelow, to amend articles 9, 13, 15, 18, 19, 20, 23 and 24 of the articles of association as follows:

(i) Amendment of article 9 of the articles of association (Procedure) by inserting a new paragraph before the last existing paragraph of article 9 so as to read as follows:

"Meetings of the Board of Directors are validly held at any time and in any circumstances by telephone conference, video-conference or any other means allowing the director(s) concerned to be duly identified. A director taking part in such meeting by any such means is deemed to be participating in person at such meeting as long as he is connected."

(ii) Amendment of article 13 of the articles of association (Transactions with the Company) so as to read as follows:

" **Art. 13. Transactions with the Company.** To the extent permitted by the law, any director who may, with respect to a transaction submitted to the approval of the Board of Directors, have an interest adverse to that of the Company, shall so notify the Board of Directors and cause such notification to be reflected in the minutes of that meeting. He shall not deliberate on any such transaction.

The Company and the Directors shall further comply with any further provision or procedure provided by the law."

(iii) Amendment of article 15 of the articles of association (Auditors) so as to read as follows:

" **Art. 15. Auditors.** The supervision of the annual accounts of the Company shall be carried out by one or more approved statutory auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)), appointed by the general meeting which shall determine their number, the term of their office and their remuneration."

(iv) Amendment of article 18, first paragraph of the articles of association (Date and Place) so as to read as follows:

"The annual general meeting shall meet ipso jure in the city of Luxembourg at the place indicated in the notices of meeting on the first business day following the second Thursday of June at eleven hours (11.00) a.m."

(v) Amendment of article 19 of the articles of association (Notices of Meeting) so as to read as follows:

" **Art. 19. Notices of Meeting.** The Board of Directors may convene all general meetings.

Convening notices for any ordinary or extraordinary general meetings shall at least specify the agenda, the time and place of the meeting and are made according to any provisions of the law and any regulation applicable to the Company."

(vi) Amendment of article 20 of the article of association (Admission) so as to read as follows:

" **Art. 20. Admission.** In order to be admitted to the general meetings, the holders of bearer shares must deposit their bearer shares at the registered office at least five (5) days before the date of the meeting, or at least eight (8) days before said date with depositaries specified in the convening notices.

Every owner of registered shares must advise the Company within five (5) days before the meeting of his intention to attend the general meeting. In the event that he votes by a proxy holder, the latter has to deposit his proxy at the registered office within the same period of time.

The board may, if it deems it advisable, or in order to meet any legal or regulatory provisions applicable to the Company, amend these formalities or these periods of time and accept deposits of shares irrespective of these time limits or apply any other regulation applicable to the Company."

(vii) Amendment of article 23 of the articles of association (Financial Year) so as to read as follows:

" **Art. 23. Financial Year.** The financial year will run from the first (1st) of January until the thirty-first (31st) of December of each calendar year.

Each year, the management will cause an inventory to be drawn up with current and fixed assets together with all debts and liabilities of the Company, accompanied by an annex containing a summary of all corporate commitments and all debts of the directors towards the Company.

The management will prepare the balance sheet and profit and loss statement, containing all necessary write-offs and remit those documents within the legal time limits to the persons in charge of the audit of the accounts.

Fifteen (15) days before the general meeting, the shareholders may, unless otherwise provided for by law, take cognizance at the registered office of the balance sheet, the profit and loss statement and the report of persons in charge of the audit of the accounts."

(viii) Amendment of article 24, second paragraph of the articles of association (Distribution of Profits) so as to read as follows:

"With the approval of the approved statutory auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)), the Board of Directors may initiate dividend installments in accordance with applicable provisions of law."

For: four million six hundred sixty-three thousand three hundred and ninety-six (4.663.396) votes.

Against: no vote.

The resolution was thus adopted unanimously.

Third resolution

The General Meeting resolves to determine the effective date of the amendments of the articles of association pursuant to the preceding resolutions 1. and 2. at 1 January 2011, at 00:00 hour.

For: four million six hundred sixty-three thousand three hundred and ninety-six (4.663.396) votes.

Against: no vote.

The resolution was thus adopted unanimously.

There being no further business, the meeting is terminated, at 11.45 o'clock.

Whereupon the present deed was drawn up at Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in French followed by an English version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the two versions, the French version will be prevailing.

The document having been read to the meeting, the members of the bureau, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: P. BEMBERG, M. ABOUCHALACHE, C. BAILLET, J.B. LACHAISE, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 10 décembre 2010. Relation: EAC/2010/15513. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011001905/365.

(110001077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2011.

WT3 Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 120.017.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale ordinaire du 05 novembre 2010:

L'Assemblée décide de renouveler le mandat de gérant à Monsieur Marco NEUEN, gérant, demeurant professionnellement au 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg. Son mandat prendra fin lors de la prochaine Assemblée Générale approuvant les comptes au 31 décembre 2010.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2010171663/14.

(100198698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Tube IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 143.298.

Extrait de l'Assemblée Générale extraordinaire tenue devant notaire en date du 9 novembre 2010.

Tube I S.à r.l., associé unique de la Société, a changé sa dénomination sociale en Manpac Luxembourg S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

BRIAN McMAHON
MANAGER

Référence de publication: 2010172550/15.

(100198938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Pergo-Lux s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-6835 Boudler, Maison 60.
R.C.S. Luxembourg B 157.588.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendzehn, am zweiundzwanzigsten November.

Vor uns Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Herr Lars Bernd HEITCHEN, Geschäftsmann, wohnhaft in D-54426 Malborn, Hauptstraße 29, geboren am 22. Januar 1972 in Hermeskeil (Deutschland).

Welcher Komparent den instrumentierenden Notar ersucht, die Satzung einer von ihm zu gründenden unipersonalen Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet unter der Bezeichnung „PERGO-LUX s.à r.l.“.

Der einzige Gesellschafter kann sich jederzeit mit einem oder mehreren Gesellschaftern zusammenschließen und die zukünftigen Gesellschafter können ebenso die geeigneten Maßnahmen treffen, um die unipersonale Eigentümlichkeit der Gesellschaft wieder herzustellen.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Boudler. Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Gesellschafter an jeden anderen Ort des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 3. Die Gesellschaft hat zum Zweck die Bauträgertätigkeit (promoteur immobilier), sowie jede Art von Tätigkeit, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängt oder denselben fördert.

Art. 4. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 5. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 6. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt 12.500,00 EUR (zwölftausendfünfhundert Euro), eingeteilt in 500 Anteile (fünfhundert Anteile) mit einem Nennwert von 25,00 EUR (fünfundzwanzig Euro) je Anteil.

Art. 7. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt zur proportionalen Beteiligung an den Nettoaktiva sowie an den Gewinnen und Verlusten der Gesellschaft.

Art. 8. Jedwede Anteilsübertragung unter Lebenden durch den einzigen Gesellschafter sowie die Übertragung von Anteilen durch Erbschaft oder durch Liquidation einer Gütergemeinschaft zwischen Eheleuten ist frei.

Im Todesfalle des einzigen Gesellschafters wird die Gesellschaft mit den Erben des Verstorbenen weitergeführt.

Wenn es mehrere Gesellschafter gibt, sind die Anteile unter Gesellschaftern frei übertragbar. Anteilsübertragungen unter Lebenden an Nichtgesellschafter sind nur mit dem vorbedingten Einverständnis der Gesellschafter, welche wenigstens Drei-Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, möglich.

Bei Todesfall können die Anteile an Nichtgesellschafter nur mit Zustimmung der Anteilsbesitzer, welche mindestens Drei-Viertel der den Überlebenden gehörenden Anteile vertreten, übertragen werden.

Art. 9. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer, die nicht Gesellschafter zu sein brauchen, verwaltet.

Sie werden vom einzigen Gesellschafter oder, je nach dem, von den Gesellschaftern, ernannt und abberufen.

Die Gesellschafter bestimmen die Befugnisse der Geschäftsführer. Falls die Gesellschafter nicht anders bestimmen, haben die Geschäftsführer sämtliche Befugnisse, um unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln.

Der Geschäftsführer kann Spezialvollmachten erteilen, auch an Nichtgesellschafter, um für ihn und in seinem Namen für die Gesellschaft zu handeln.

Art. 10. Bezüglich der Verbindlichkeit der Gesellschaft sind die Geschäftsführer als Beauftragte nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 11. Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Gläubiger, Berechtigte und Erben eines verstorbenen Gesellschafters können nie einen Antrag auf Siegelanlehnung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsschriftstücken stellen.

Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich an die Satzung der Gesellschaft, an die von der Gesellschaft aufgestellten Werte und Bilanzen, sowie an die Entscheidungen halten, welche von den Gesellschafterversammlungen getroffen werden.

Art. 12. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Der nach Abzug der Kosten, Abschreibung und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar. Dieser Nettogewinn wird wie folgt verteilt:

- 5% (fünf-von-hundert) des Gewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt, gemäß den gesetzlichen Bestimmungen.

- Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 13. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von den Gesellschaftern ernannten Liquidatoren, welche keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Die Gesellschafter bestimmen über die Befugnisse und Bezüge der Liquidatoren.

Art. 14. Für alle Punkte, welche nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2010.

Zeichnung der Anteile

Alle 500 (fünfhundert) Anteile wurden durch den alleinigen Gesellschafter, Herrn Lars Bernd HEITCHEN, vorgeannt, gezeichnet.

Der alleinige Gesellschafter erklärt, dass die Gesellschaftsanteile voll in barem Gelde eingezahlt wurden, so dass ab heute der Gesellschaft die Summe von 12.500,00 EUR (zwölftausendfünfhundert Euro) zur Verfügung steht, so wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Schätzung der Gründungskosten

Die Kosten und Gebühren, in irgendwelcher Form, welche der Gesellschaft wegen ihrer Gründung obliegen oder zur Last gelegt werden, werden auf 1.200,00 EUR (eintausend zweihundert Euro) abgeschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Anschließend an die Gründung hat der einzige Gesellschafter, welcher das Gesamtkapital vertritt, sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengerufen und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Zum alleinigen Geschäftsführer für eine unbestimmte Dauer wird Herr Lars Bernd HEITCHEN, Geschäftsmann, wohnhaft in D-54426 Malborn, Hauptstraße 29, geboren am 22. Januar 1972 in Hermeskeil (Deutschland), mit den in Artikel 9 der Satzung festgesetzten Befugnissen ernannt.

Die Gesellschaft wird nach außen rechtsgültig durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers vertreten.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschaft hat ihren Gesellschaftssitz in L-6835 Boudler, Maison 60.

Der Notar hat den Komparenten darauf aufmerksam gemacht, dass eine Handelsermächtigung, in Bezug auf den Gesellschaftszweck, ausgestellt durch die luxemburgischen Behörden, vor der Aufnahme jeder kommerziellen Tätigkeit erforderlich ist, was der Komparent ausdrücklich anerkennt.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung hat der vorgenannte Komparent zusammen mit dem instrumentierenden Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: L. B. HEITCHEN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 décembre 2010. Relation: LAC/2010/53753. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur p.d. (signé): T. BENNING.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 2. Dezember 2010.

Référence de publication: 2010172309/97.

(100199819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2010.

Tube VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 138.938.

Extrait de l'Assemblée Générale extraordinaire tenue devant notaire en date du 21 novembre 2008.

Tube 3 S.à r.l., associé unique de la Société, a changé sa dénomination sociale en Tube III S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

BRIAN McMAHON

Un mandataire / MANAGER

Référence de publication: 2010172551/14.

(100198950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Marcomard S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 34.287.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 3 janvier 2011

Est nommé administrateur:

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg, en remplacement de Monsieur John SEIL, administrateur démissionnaire en date du 30 décembre 2010.

Monsieur Pierre LENTZ continuera le mandat de l'administrateur démissionnaire jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire durant laquelle cette cooptation sera soumise à ratification.

Est nommé Président du conseil d'administration:

- Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg.

La durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles, soit jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2011.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 11 janvier 2011.

Référence de publication: 2011007753/22.

(110008211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Tobago Investment Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 88.545.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 3 janvier 2011

Est nommé administrateur:

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg, en remplacement de Monsieur John SEIL, administrateur démissionnaire en date du 30 décembre 2010.

Monsieur Reno Maurizio TONELLI continuera le mandat de l'administrateur démissionnaire jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire durant laquelle cette cooptation sera soumise à ratification.

Est nommé Président du conseil d'administration:

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg.

La durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles, soit jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2011.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 11 janvier 2011.

Référence de publication: 2011007937/22.

(110008195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Eurovillage Center S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 120.106.

I hereby resign as Director of your company with immediate effect.

Par la présente, je vous remets ma démission comme Administrateur de votre société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 31 décembre 2010.

Marc KOEUNE.

Référence de publication: 2011008786/10.

(110008544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Savoy 74 Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 70.736.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 décembre 2010

1. Les mandats de:

Administrateur de catégorie A

- Monsieur Jean-Bernard MAURIN, président de sociétés, demeurant Quartier des Hautes Plattes, F-26220 Dieulefit,
- Monsieur Yannick HIARD, Directeur Général, demeurant au 3390, Chemin de Russan, F-30000 Nîmes,

Administrateur de catégorie B

- Monsieur Jean-Robert BARTOLINI, diplômé D.E.S.S., né le 10 novembre 1962 à Differdange, Luxembourg, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg,

- Monsieur Pierre MESTDAGH, employé privé, né le 21 novembre 1961 à Etterbeek, Belgique, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

sont reconduits pour une nouvelle période de 6 ans à partir du 17 mai 2010 jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

2. Le mandat de Commissaire aux Comptes de la société FIN-CONTROLE S.A., société anonyme de droit luxembourgeois avec siège social au 12, rue Guillaume Kroll, Bâtiment F, L-1882 Luxembourg, est reconduit pour une nouvelle période de 6 ans à partir du 17 mai 2010 jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Fait à Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Certifié sincère et conforme

SAVOY 74 INVESTMENT S.A.

Signatures

Administrateur de catégorie A / Administrateur de catégorie B

Référence de publication: 2011007882/27.

(110008121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Bonbonera Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 121.311.

Par décision du Conseil d'administration du 06 décembre 2010, le siège social a été transféré du 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg avec effet immédiat. De plus, veuillez noter que dorénavant l'adresse professionnelle des administrateurs ainsi que leurs représentants permanents et du commissaire aux comptes:

KOFFOUR S.A., société anonyme, Administrateur de la société représentée par Monsieur Guy BAUMANN,
LANNAGE S.A., société anonyme, Administrateur de la société représentée par Madame Marie BOURLOND,
VALON S.A., société anonyme, Administrateur de la société représentée par Monsieur Guy KETTMANN,
AUDIT TRUST S.A., société anonyme, Commissaire aux comptes de la société
est située au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg avec effet au 06 décembre 2010

Luxembourg, le 06 DEC. 2010.

Pour: BONBONERA GROUP S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Lionel Argence-Lafon

Référence de publication: 2011008077/22.

(110008669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Société de Financement pour les Transports, SOFITRA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 37.965.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 10 janvier 2011 que Monsieur Lou HUBY, directeur honoraire de la C.E. e.r., avec adresse professionnelle à L - 1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, a été coopté en fonction d'administrateur en remplacement de Monsieur Pierre Schmit, démissionnaire.

Luxembourg, le 10 janvier 2011.

Pour extrait conforme

Pour le conseil d'administration

Gabriele Schneider

Administrateur

Référence de publication: 2011007893/16.

(110008411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Somil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 125.420.

Il résulte du contrat de cession de la société conclu en date du 20 décembre 2010 que les 62 (soixante deux) parts sociales détenues par Elkplain Holdings Limited ont été vendues à la société Worefield Enterprises Limited, société de droit Iles Vierges Britanniques, dont le siège social est Road Town, Tortola, PO Box 3175

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Référence de publication: 2011007898/12.

(110008488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Sorg Finances S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 42.805.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 9 avril 2010.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes sont venus à échéance.

Monsieur Norbert SCHMITZ adresse professionnelle au 3, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, Monsieur Claude GROSJEAN demeurant au 5, rue Jeancourt Galignani, F-91450 Etolles et la société S.G.A. SERVICES S.A., siège social au 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, sont réélus Administrateurs pour une nouvelle période de 6 ans.

Monsieur Eric HERREMANS adresse professionnelle au 39, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, est réélu Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période de 6 ans.

Pour la société

SORG FINANCES S.A.

Référence de publication: 2011007899/16.

(110008728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Star Com S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 92.556.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 25 octobre 2010

1. M. Cédric BRADFER a démissionné de son mandat de gérant.

2. Mme Tessy LANG, administrateur de sociétés, née à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 24 juin 1969, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme gérante pour une durée indéterminée.

Pour extrait sincère et conforme

Pour STAR COM S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011007908/15.

(110008500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Naturata S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 13, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 31.794.

Vu la décision du conseil communal de Schuttrange de changer le nom du Parc d'activité Syrdall en rue Gabriel Lippmann, l'adresse du siège social est dorénavant: 13 rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011008033/11.

(110007947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

Pradera Central Gdansk Osowa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 157.639.

STATUTES

In the year two thousand ten, on the sixteenth day of December.

Before Us, Maître Gérard LECUIT, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Pradera Central Holdco S.à r.l., a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 33, avenue de la Liberté L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, RCS Luxembourg B-111 721,

represented by Ms Ms Gwendoline Laloux, private employee, residing professionally in Luxembourg,
by virtue of a power of attorney signed on 16th of December 2010..

The above mentioned power of attorney, signed by the appearing person and the undersigned notary and initialled “ne varietur”, will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party has drawn up the following articles of incorporation of a Luxembourg private limited liability company (“société à responsabilité limitée”):

Art. 1. Form. There is established by the single partner a société à responsabilité limitée (the “Company”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”), by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

The Company is initially composed of a single partner, owner of all the shares. The Company may however at any time be composed of several partners, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Name. The Company will exist under the name of „Pradera Central Gdansk Osowa S.à r.l. “.

Art. 3. Object. The purpose of the Company is the acquisition, holding, management, selling, financing (including through borrowings from third party lenders) and exchange of properties or securities of companies holding properties and more generally assets constitutive of authorised investments of Pradera Central & Eastern Fund, a mutual investment Fund (Fonds commun de placement) organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “Fund”).

The Company may provide financial support to Pradera Central Management S.à r.l. acting in its capacity as management company of the Fund and to companies in which Pradera Central Management S.à r.l. acting in its capacity as management company of the Fund holds directly or indirectly a participation, in particular by granting loans, facilities, security interests or guarantees in any form and for any term whatsoever and grant them any advice and assistance in any form whatsoever.

The Company may carry out any activity deemed useful for the accomplishment of its object, remaining however always within the limitations set forth by the Fund’s constitutional documents and the applicable Luxembourg laws and regulations.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time by decision of the single partner or pursuant to a resolution of the general meeting of partners, as the case may be.

Art. 5. Registered Office. The registered office is established in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by decision of the management.

The management may establish subsidiaries and branches where it deems useful, whether in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Art. 6. Capital. The capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred twenty-five (125) shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) per share.

Art. 7. Amendment of the capital. The capital may at any time be amended by decision of the single partner or pursuant to a resolution of the general meeting of partners, as the case may be.

Art. 8. Rights and Duties attached to the shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of partners.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and the resolutions of the single partner.

The creditors or successors of the single partner or of any of the partners may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the Company’s inventories and the resolutions of the single partner or the general meeting of partners, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Art. 10. Transfer of shares.

10.1. When the Company is composed of a single partner, that single partner may transfer freely its shares.

When the Company is composed of several partners, the shares may be transferred freely amongst partners.

10.2. When the Company is composed of several partners, the shares can be transferred by living persons to non-partners only with the authorisation of the general meeting of partners representing at least three quarters of the capital.

Art. 11. Formalities. The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal.

Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

Art. 12. Redemption of shares. The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the Law.

Art. 13. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a partner. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single partner or any of the partners does not put the Company into liquidation.

Art. 14. Management. The Company is managed and administered by a board of managers composed of at least three (3) managers, whether partners or not.

Each manager is appointed for a limited or unlimited duration by the single partner or by the general meeting of the partners, as the case may be.

While appointing the manager(s), the single partner or the general meeting of the partners sets their number, the duration of their tenure and, as the case may be, the powers and competence of the managers.

Any manager may be dismissed by the single partner or the general meeting of partners at any time in the event of his fraud, gross negligence or wilful misconduct, but not otherwise. Any manager may resign at any time.

The single partner or the general meeting of partners decides upon the compensation of each manager.

The board of managers shall appoint, from among its members, a chairman. The board of managers shall choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping board meeting minutes.

The board of managers may also appoint officers of the Company considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the board. Officers need not be managers or shareholders of the Company. The officers appointed shall have the powers and duties entrusted to them by the board.

Art. 15. Meetings of the board of managers. The board of managers shall meet at the place indicated in the notice of the meeting.

Written notice of any board meeting shall be given to all managers at least 24 hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived if each manager consents in writing, by cable, telegram, telex or telefax.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing, by cable, telegram, telex or telefax, another manager as his proxy. Managers may also cast their vote in writing, by cable, telegram, telex or telefax. Meetings of the board of managers may be held by way of conference call, video conference or any other similar means of communication, in which case the managers participating by such means shall be deemed to be present in Luxembourg.

The board of managers shall act validly only if a majority of managers are present or represented at a meeting of the board. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented.

Resolutions may also be passed in the form of a consent resolution, set out in identical terms. This may be signed jointly or by the use of counterparts by all the managers.

Art. 16. Powers - Representation of the Company. In dealing with third parties, any manager has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose.

The Company is bound in any circumstances by the sole signature of any manager.

Art. 17. Death, Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a manager. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as its resignation or removal for any cause does not put the Company into liquidation.

Creditors, heirs and successors of a manager may in no event have seals affixed on the assets and documents of the Company.

Art. 18. Liability. A manager will not incur any personal liability arising out of the functions performed on behalf of the Company. He is only liable for the performance of his mandate.

The Company shall indemnify, to the fullest extent permitted by applicable law, any person who was or is a party or is threatened to be made a party to, or is involved in any manner in, any threatened, pending or completed action, suit or proceeding (whether civil, criminal, administrative or investigative) by reason of the fact that such person (1) is or was a manager or officer of the Company or a subsidiary or (2) is or was serving at the request of the Company or a subsidiary as a manager, officer, partner, member, employee or agent of another corporation, partnership, joint venture, trust, committee or other enterprise.

To the extent deemed advisable by the board of managers, the Company may indemnify, to the fullest extent permitted by applicable law, any person who was or is a party or is threatened to be made a party to, or is involved in any manner in, any threatened, pending or completed action, suit or proceeding (whether civil, criminal, administrative or investigative) by reason of the fact that the person is or was an employee or agent (other than a manager or officer) of the Company or a subsidiary.

The Company shall have the power to purchase and maintain insurance on behalf of any person who is or was a manager, officer, employee or agent of the Company or a subsidiary, or is or was serving at the request of the Company or a subsidiary as a manager, officer, partner, member, employee or agent of another corporation, partnership, joint venture, trust, committee or other enterprise, against any expense, liability or loss asserted against him and incurred by him in any such capacity, or arising out of his status as such, whether or not the Company or a subsidiary would have the power to indemnify him against such expense, liability or loss under the provisions of applicable law.

No repeal or amendment inconsistent with this article 18, shall adversely affect any right or protection of any person granted pursuant to the law existing at the time of such repeal or amendment.

The right to indemnification conferred in this article 18 also includes, to the fullest extent permitted by applicable law, the right to be paid the expenses (including attorney's fees) incurred in connection with any such proceeding in advance of its final disposition. The payment of any amounts to any manager, officer, partner, member, employee or agent pursuant to this article 18 shall subrogate the Company to any right such manager, officer, partner, member, employee or agent may have against any other person or entity. The rights conferred in this article 18 shall be contractual rights.

Art. 19. General meeting of the partners.

19.1. If the Company is composed of one single partner, the latter exercises the powers granted by the Law to the general meeting of the partners.

Articles 194 to 196 and 199 of the Law are not applicable to that situation.

19.2. If the Company is composed of no more than twenty-five (25) partners, the decisions of the partners are taken in a general meeting or by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the management to the partners by registered mail.

In this latter case, the partners are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

If the Company is composed of more than twenty-five (25) partners, the decisions are taken in a general meeting.

If the Company is composed of several partners, decisions of the partners are only validly taken in so far as they are adopted by partners representing more than half of the capital. However, resolutions to amend these articles and particularly to liquidate the Company may only be taken by a majority of partners representing three quarters of the Company's capital.

Art. 20. Decisions. The decisions of the single partner or of the general meeting of the partners are documented in writing, recorded in a register and kept by the management at the registered office of the Company. The votes of the partners and the power-of-attorneys are attached to the minutes.

Art. 21. Financial year. The financial year begins on the first day of January and ends on the thirty-first day of December of each year.

Art. 22. Balance-sheet. Each year, on December 31, the accounts are closed, the management draws up an inventory of assets and liabilities, the balance-sheet and the profit and loss account, in accordance with the Law.

The balance-sheet and the profit and loss account are submitted to the sole partner or, as the case may be, to the general meeting of partners for approval.

Each partner or its attorney-in-fact may peruse the financial documents at the registered office of the Company within a time period of fifteen (15) days preceding the deadline set for the annual general meeting of partners.

Art. 23. Allocation of profits. The balance of the profit and loss account, after deduction of overhead, depreciation and provisions is the net profit of the financial year.

Five per cent (5%) of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation will no longer be mandatory when the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital.

The remaining profit is allocated by decision of the single partner or pursuant to a resolution of the general meeting of partners, as the case may be.

Art. 24. Interim dividends. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager or the board of managers,
2. These accounts show a profit including profits realised during the current year and profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve,

3. The decision of the manager or the board of managers to pay interim dividends is confirmed by the sole member or, as the case may be, by an extraordinary general meeting of the members.

4. The payment is made once the manager or the board of managers is assured that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 25. Dissolution, Liquidation. In the case of dissolution of the Company, for any cause and at any time, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the single partner or by the general meeting of partners, as the case may be, who will set the powers and compensation of the liquidator(s).

Art. 26. Matters not provided. All matters not provided for by the Articles of Incorporation are determined in accordance with applicable laws.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for the number of shares and has paid in cash the amount mentioned hereafter:

Shareholder	Subscribed capital	Number of shares	Amount paid in
Pradera Central Holdco S.à r.l.	€,-12,500	125	€,-12,500
TOTAL	€,-12,500	125	€,-12,500

Proof of such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the Law have been observed.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation, are estimated at approximately one thousand two hundred euros (EUR 1,200.-).

Transitory Provisions

The first financial year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on the last day of December 2011.

Extraordinary general meeting

The appearing party in its capacity as sole Shareholder of the Company has passed the following resolutions:

1. Resolved to elect the following as Managers for an unlimited period of time:

- Mr. Colin John Colquhoun CAMPBELL, Chairman, born in London on 12 February 1956, residing professionally at Pradera-AM PLC 60 New Broad Street, EC2M 1JJ London (United Kingdom).

- Mrs. Supreetee Kumudini SADDUL, manager, born in Mauritius on 6 November 1963, residing professionally at 33 avenue de la Liberté, 1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

- Mr. Mark Fraser RICHARDSON, manager, born in Aberdeen on 27 June 1974, residing professionally at Senovazné namesti 8, Prague 1 11000 (Czech Republic).

2. The registered office shall be at 33, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the undersigned notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mil dix, seize décembre.

Par devant Nous, Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Pradera Central Holdco S.à r.l., une société créée sous droit luxembourgeois, ayant son siège social à 33, avenue de la Liberté Luxembourg Grand-Duché, RCS Luxembourg B-111 721,

représentée par Madame Gwendoline Laloux, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de d'une procuration donnée le 16 décembre 2010.

Ladite procuration, signée par le comparant et le notaire instrumentant et paraphée « ne varietur », restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de dresser ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par l'associé unique une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par la législation luxembourgeoise et notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), par l'article 1832 du Code civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société comportera initialement un associé unique, propriétaire de toutes les parts sociales de la Société. La Société peut cependant, à tout moment, comporter plusieurs associés, notamment suite à la cession de parts sociales ou à l'émission de nouvelles parts sociales.

Art. 2. Dénomination. La Société prend la dénomination sociale de „Pradera Central Gdansk Osowa S.à r.l.“.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion, la vente, le financement (notamment par des emprunts souscrits auprès de tiers prêteurs) et l'échange d'immeubles ou de titres de toutes sociétés détenant des immeubles et plus généralement des avoirs constitutifs d'investissements autorisés de Pradera Central & Eastern Fund, un Fonds Commun de Placement organisé sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg (le «Fonds»).

La Société pourra fournir un soutien financier à Pradera Central Management S.à r.l. agissant en sa capacité de société de gestion du Fonds et aux sociétés dans lesquelles Pradera Central Management S.à r.l. agissant en sa capacité de société de gestion du Fonds détient directement ou indirectement une participation, en particulier en octroyant des prêts, facilités, sûretés ou garanties de quelque nature et durée que ce soit et leur fournir tout conseil et assistance de quelque nature que ce soit.

La Société peut effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement de son objet social, tout en restant toujours dans les limites fixées par les documents constitutifs du Fonds et par la législation et la réglementation du Luxembourg.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou par résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré en tout autre lieu de la Ville de Luxembourg en vertu d'une décision de la gérance.

La gérance peut établir des filiales et des succursales où il le sera jugé utile, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 6. Capital social. Le capital est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500) représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales ayant une valeur nominale de cent Euros (EUR 100) chacune.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social peut, à tout moment, être modifié par décision de l'associé unique ou moyennant une résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 8. Droits et Obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

Les créanciers ou ayants-droit de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Cession de parts.

10.1. Lorsque la Société comporte un associé unique, cet associé peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

10.2. Lorsque la Société comporte plusieurs associés, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 11. Formalités. La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

Une telle cession n'est opposable à la Société et aux tiers qu'après qu'elle a été signifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil.

Art. 12. Rachat des parts sociales. La Société peut racheter ses propres actions conformément à la Loi.

Art. 13. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un associé. L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire affectant l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 14. Gérance. La Société est gérée et administrée par un conseil de gérance composé de trois (3) gérants au moins, associés ou non.

Chaque gérant est nommé avec ou sans limitation de durée par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Lors de la nomination du ou des gérants, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, le cas échéant, les pouvoirs et attributions des gérants.

L'associé unique ou l'assemblée générale des associés peut décider la révocation d'un gérant à tout moment en cas de vol, faute grave ou inconduite intentionnelle, mais en aucun autre cas. Chaque gérant peut se démissionner de ses fonctions à tout moment.

L'associé unique ou l'assemblée générale des associés décide de la rémunération de chaque gérant.

Le conseil de gérance pourra nommer, parmi ses membres, un président. Le conseil de gérance pourra choisir un secrétaire, qui sera gérant ou non et qui sera responsable de la conservation des minutes des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance pourra nommer des fondés de pouvoirs de la Société jugés nécessaires pour la conduite des affaires et la gestion de la Société. Pareilles nominations pourront être révoquées à tout moment par le conseil de gérance. Les fondés de pouvoirs ne doivent pas être gérant ou associé de la Société. Les fondés de pouvoirs auront les pouvoirs et obligations qui leur seront conférés par le conseil de gérance.

Art. 15. Réunions du conseil de gérance. Le conseil de gérance se réunira au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins 24 heures avant l'heure prévue pour celle-ci, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être renoncé à cet avis si chaque gérant y consent par écrit, par câble, télégramme, télex ou message télécopié.

Tout gérant pourra se faire représenter lors d'une réunion du conseil de gérance en désignant par écrit, câble, télégramme, télex ou message télécopié un autre gérant comme son mandataire. Les gérants peuvent également voter par écrit ou par câble, télégramme, télex ou message télécopié. Les réunions du conseil de gérance peuvent être tenues au moyen de conférences téléphoniques ou visioconférences ou tous autres moyens de communication, auxquels cas les gérants participant par le biais de tels moyens de communication seront réputés être présents à Luxembourg.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à la réunion.

Les décisions du conseil de gérance peuvent également être prises par des résolutions circulaires identiques en leurs termes, signées sur un ou plusieurs documents par tous les gérants.

Art. 16. Pouvoirs - Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, chaque gérant a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet social.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de chaque gérant.

Art. 17. Décès, Incapacité, la Faillite ou Déconfiture d'un gérant. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un gérant ou tout événement similaire affectant un gérant, de même que sa démission ou révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants-cause d'un gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 18. Responsabilité. Un gérant ne contracte, du fait de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société dédommagera, dans toute la mesure du possible en vertu des dispositions légales en vigueur, toute personne qui a été ou est partie, ou est menacée d'être partie à, ou est impliquée de quelque manière que ce soit dans toute action, procès ou procédure (en matière civile, pénale, administrative ou à l'occasion d'une procédure d'instruction) du fait que cette personne (1) a été ou est gérant ou fondé de pouvoir de la Société ou d'une filiale ou (2) a rendu service à la demande de la Société ou d'une filiale en tant que gérant, fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent d'une autre société, partenariat, joint venture, trust, comité ou toute autre entreprise.

Dans la mesure où le conseil de gérance l'estime recommandé, la Société peut indemniser, dans toute la mesure du possible en vertu des dispositions légales en vigueur, toute personne qui a été partie, ou est partie, ou est menacée d'être partie à, ou est impliquée de quelque manière que ce soit dans toute action, procès ou procédure menaçant d'être entamé, en cours d'instance ou terminé (de nature civile, pénale, administrative ou à l'occasion d'une procédure d'instruction) du fait que cette personne a été ou est un employé ou un agent (autre que gérant ou fondé de pouvoir) de la Société ou d'une filiale.

La Société aura le pouvoir de souscrire et de maintenir une police d'assurance pour le compte de cette personne qui est ou a été gérant, ou fondé de pouvoir, employé ou agent de la Société ou d'une filiale, ou qui a rendu ou rend des services à la demande de la Société ou d'une filiale comme gérant, fondé de pouvoir ou fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent d'une autre société, partenariat, joint venture, trust, comité ou toute autre entreprise, du fait de toute dépense, responsabilité ou perte imposée à cette personne et encourue par elle en cette qualité ou en raison de son statut, que la Société ou une filiale ait ou non le pouvoir de l'indemniser du fait d'une telle dépense, responsabilité ou perte en vertu des dispositions légales applicables.

Aucune abrogation ou modification d'une disposition en contradiction avec cet article 18 n'entravera les droits ou la protection accordés à toute personne en vertu du présent article tels qu'ils sont ou étaient en vigueur au moment ou antérieurement à de telles abrogations ou modifications.

Le droit à l'indemnisation conféré en vertu de cet article 18 comporte également, dans la mesure où cela est permis par les dispositions légales en vigueur, le droit d'être remboursé des dépenses (comprenant les honoraires d'avocat) encourues du fait de telles procédures avant même leur issue définitive. Le paiement de tout montant au profit d'un gérant, fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent en vertu de cet article 18 subrogera la Société dans les droits que peuvent avoir de tels gérants, fondé de pouvoir, membres, employés ou agents contre toute autre personne ou entité. Les droits conférés en vertu de cet article 18 seront des droits contractuels.

Art. 19. Assemblées générales des associés.

19.1. Lorsque la Société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Les articles 194 à 196, ainsi que 199 de la Loi ne sont pas applicables à cette situation.

19.2. Lorsque la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par la gérance aux associés par lettre recommandée.

Dans ce cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

Lorsque la Société comporte plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés sont prises en assemblée générale.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, les décisions des associés ne sont valablement prises qu'avec l'accord des associés représentant plus que la moitié du capital social. Cependant, des décisions de modifier ces statuts et notamment de liquider la Société ne peuvent être valablement prises qu'avec l'accord de la majorité des associés représentant trois quarts du capital social de la Société.

Art. 20. Décisions. Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés sont établies par écrit et consignées dans un registre tenu par la gérance au siège social. Les pièces constatant les votes des associés ainsi que les procurations seront annexées aux procès-verbaux.

Art. 21. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 22. Bilan. Chaque année, le 31 décembre, les comptes sont arrêtés, la gérance dresse un inventaire des biens et des dettes et établit les comptes annuels conformément à la Loi.

Les comptes annuels sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, de l'assemblée générale des associés.

Tout associé ou son mandataire, peut prendre au siège social communication des documents financiers, au cours d'une période de quinze (15) jours précédant la date de l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 23. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou, selon le cas, l'assemblée générale des associés.

Art. 24. Acomptes sur dividendes. Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intermédiaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,
2. Ces comptes intermédiaires font apparaître un bénéfice incluant le bénéfice de l'année en cours et les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire,
3. la décision du conseil de gérance ou du gérant de payer la distribution d'acomptes sur dividendes doit être confirmée par l'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance du gérant ou du conseil de gérance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 25. Dissolution, Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront les pouvoirs et les émoluments du ou des liquidateurs.

Art. 26. Disposition générale. Tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, est traité dans le respect des dispositions légales en vigueur.

Souscription et Libération

La partie comparante ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, a souscrit au nombre de parts sociales et a libéré en espèces le montant ci-après énoncés:

Associé	Capital souscrit	Nombre de parts sociales	Montant libéré
Pradera Central Holdco S.à r.l.	€,-12.500	125	€,-12.500
TOTAL	€,-12.500	125	€,-12.500

La preuve de ce paiement a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la Loi ont été respectées.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille deux cents euros (1.200.- EUR).

Dispositions transitoires

La première année sociale commencera à la date de constitution et se terminera le dernier jour du mois de décembre 2011.

Assemblée générale extraordinaire

L'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, a pris immédiatement les résolutions suivantes:

1. L'associé unique décide de nommer les personnes suivantes en qualité de Gérant pour une période indéterminée:

Monsieur Colin John Colquhoun CAMPBELL, gérant, né le 12 février 1956 à Londres (Angleterre), ayant sa résidence professionnelle au 60 New Broad Street, EC2M 1JJ London Angleterre.

Madame Supreetee Kumudini SADDUL, gérant, née le 6 novembre 1963 à l'Île Maurice, ayant sa résidence professionnelle au 33 avenue de la Liberté, 1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Monsieur Mark Fraser RICHARDSON, gérant, né à Aberdeen le 27 juin 1974, ayant sa résidence professionnelle à Senovazné namesti 8, Prague 1 11000 République Tchèque.

2. Le siège social est fixé à 33, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, même date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la comparante connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. LALOUX, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 22 décembre 2010. Relation: LAC/2010/57952. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Référence de publication: 2010173171/434.

(100200614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2010.

Thalia International S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 127.896.

EXTRAIT

Avec effet au 10 janvier 2011, la société CAPITA FIDUCIARY S.A., ayant son siège social au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, a dénoncé le domicile établi au 6 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg de la Société Anonyme THALIA INTERNATONAL S.A. enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés, section B, numéro 127.896.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2011.

CAPITA FIDUCIARY S.A.

Signatures

Le domiciliataire

Référence de publication: 2011007932/15.

(110008176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Ulysse Investissement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 1, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 153.983.

Suite à l'acte de cession intervenu le 17 décembre 2010, la répartition du capital social de la Société est désormais la suivante:

Associés	Nombre de parts sociales
Compagnie Européenne de Gestion et de Participations S.à r.l.	12.499
HOCH PARTNERS INTERNATIONAL S.à r.l.	1
TOTAL	12.500

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2011007944/17.

(110008594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Eurovillage Center S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 120.106.

I hereby resign as Director of your company with immediate effect.

Par la présente, je vous remets ma démission comme Administrateur de votre société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 31 décembre 2010.

Sébastien Gravière.

Référence de publication: 2011008787/10.

(110008547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

MGE Roermond (Phase 3) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 96.147.

Les comptes annuels au 31 mars 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011011610/9.

(110013059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Tarncourt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 129.455.

Changement suivant les contrats de cession de parts du 16 et 17 décembre 2010:

- Ancienne situation associée unique:

Intertrust (Luxembourg) S.A.: 100.000 parts sociales

- Nouvelle situation associée unique:

Parts sociales

Istifid S.p.A, Societa per Azioni, siège social I-20159 Milan (Italie), 51, Viale Jenner,

Registre du Commerce et des Sociétés de Milan No. 01863180152 100.000 parts sociales

Total 100.000 parts sociales

Pour avis sincère et conforme
 Pour Tarncourt S.à r.l.
 Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011007917/18.

(110008479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

WCC Der Clou S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.497.225,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 127.088.

Par résolutions signées en date du 10 décembre 2010, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Stéphane Bourg avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant de classe A avec effet au 31 décembre 2010 et pour une durée indéterminée
2. Acceptation de la démission de Noëlla Antoine, avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 31 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
 Luxembourg, le 10 janvier 2010.

Référence de publication: 2011007961/15.

(110008230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

V & B Putz Design GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5480 Wormeldange, 75, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 62.699.

Auszug der Beschlüsse des Alleinigen Gesellschafters vom 11. Januar 2011

Am Dienstag, den 11. Januar 2011 um 10.00 Uhr, ist der alleinige Gesellschafter der V & B PUTZ DESIGN GmbH im Hauptsitz zur ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten und hat folgenden Beschluss gefasst:

Herr Sascha Minn, Maler- und Lackierermeister, geboren am 3. Januar 1980 in Saarburg (D), wohnhaft in D-54441 Ockfen, Hauptstr. 25 wird von seinem Amt als Geschäftsführer für den Bereich Maler- und Lackiererarbeiten abberufen.

Herr Bernd Vössing, Stukkateurmeister, geboren am 23/04/1965 in Saarburg (D), wohnhaft in D-54439 Merzkirchen-Portz, Unter den alten Buchen 22C

wird auf unbestimmte Zeit zum alleinigen Geschäftsführer für den Bereich «Maler- und Lackiererarbeiten» sowie «Fassaden- und Gipserarbeiten der Gesellschaft ernannt.

Die Gesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift von Herrn VÖSSING verpflichtet.

Luxemburg, den 11. Januar 2011.

Bernd Vössing.

Référence de publication: 2011007949/18.

(110008097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

WCC Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 36.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 114.577.

Par résolutions signées en date du 10 décembre 2010, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Stéphane Bourg avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant de classe A avec effet au 31 décembre 2010 et pour une durée indéterminée
2. Acceptation de la démission de Noëlla Antoine, avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 31 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
 Luxembourg, le 10 janvier 2010.

Référence de publication: 2011007962/15.

(110008231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Silver Lining S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 157.665.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the 23th December 2010

Before us Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

SAHOS S.A., having its registered office at 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on December 16, 2010, R.C.S. Luxembourg B 157464, not yet published,

duly represented by Mr Anouar BELL, private employee, residing professionally at 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, by virtue of a proxy delivered on 22th December 2010;

The proxy signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed in order to be submitted with it to the registration formalities.

Such appearing person, acting in his here above stated capacities, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which they form hereby:

Art. 1. Name - Form. There is hereby established among the subscriber and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a société anonyme, under the name of «SILVER LINING S.A. SPF» (the Company), société anonyme - société de patrimoine familial .

Art. 2. Duration. The Company is established for an undetermined period.

Art. 3. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg City. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

Art. 4. Object. The exclusive object of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of financial assets within the meaning of the law of August 5, 2005 on Financial Collateral Arrangements and the holding, management and disposal of cash and assets of whatever nature held in accounts.

The Company shall not be permitted to conduct any activity of a commercial nature, nor shall the Company be involved in the management of a company in which it holds a participation other than the exercise by the corporation of its rights as a shareholder of such a company.

The Company shall not carry on any industrial activity nor maintain a commercial establishment open to the public.

In general, the Company may take any measure and carry out any operation which it may deem useful to the accomplishment and development of its purposes (such as the borrowing in any form and the granting of any assistance, advance or guarantee, each time against no consideration, to companies in which it has a direct interest), remaining always, however, within the limits established by the SPF Law on the company for the management of family assets.

Art. 5. Share capital. The subscribed capital of the company is set at thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-), divided into three hundred ten (310) shares with a par value of one hundred Euros (EUR 100.-) each, entirely paid in.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law redeem its own shares.

For the period foreseen herebelow, the authorized capital, which includes the issued shares, is fixed at five million Euros (EUR 5,000,000.-) to be divided into fifty thousand (50,000) shares with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) each.

Furthermore, the board of directors is authorized, during a period of five years starting from the publication of the present articles of incorporation, to increase in once or several times the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, to be paid-up in cash, by contribution in kind, in compensation for uncontested, current and immediately exercisable claims against the company, or even by incorporation of profits brought forward, or of available reserves or of issue premiums, or by conversion of bonds in shares as mentioned below. The board of directors is especially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article is, as a consequence, to be adjusted to reflect this amendment.

Moreover, the board of directors is authorized to issue ordinary or convertible bonds, or bonds with warrants, in bearer or other form, in any denomination and payable in any currency or currencies. It is understood that any issue of convertible bonds or bonds with warrants can only be made under the legal provisions regarding the authorized capital,

within the limits of the authorized capital as specified hereabove and especially under the provisions of art. 32-4 of the company law. The board of directors shall fix the nature, price, rate of interest, conditions of issue and of repayment and all other terms and conditions thereof.

A register of registered bonds will be kept at the registered office of the company.

Art. 6. Shares. The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by law.

The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

Art. 7. Shareholders meetings - General. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

When the Company has a single shareholder, the latter will exert the powers reserved for the General Shareholder's Meeting.

Art. 8. Annual general meeting - Approval of annual accounts. The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the first Friday of November at 10.00 am.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Art. 9. Other meetings. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law and by these articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or telefax.

Are deemed to be present for the calculation of the conditions of quorum and majority the shareholders participating to the meeting by way of visioconference or by any other means enabling their identification, as far as these means satisfy to technical specifications which guarantee an effective participation to the meeting and a continuous transmission of the debates.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the shareholders present and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Composition of Board of Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of three members at least, who need not be shareholders of the Company. However, in case the Company is incorporated by a single shareholder or in case it is stated at a shareholders meeting that the Company has only one single shareholder, the composition of the board of directors may be limited to one single member until the annual shareholders meeting following the statement of the existence of more than one shareholder.

The directors shall be appointed by the shareholders at the annual general meeting of shareholders for a period which may not exceed six years and they shall hold office until their successors are elected. Their reelection is authorized.

In the event of a vacancy of the board of directors, the remaining directors have the right to provisionally fill the vacancy; such decision to be ratified by the next general meeting.

Art. 11. Board meetings. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the general meeting of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, the sole director or two directors, at the place and at the time indicated in the notice of meeting.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax another director as his proxy.

Are deemed to be present for the calculation of the conditions of quorum and majority the directors participating to the meeting of the board of directors by way of visioconference or by any other means enabling their identification, as

far as these means satisfy to technical specifications which guarantee an effective participation to the meeting of the board of directors and a continuous transmission of the debates. Board meetings held by such means of communication are deemed to be held at the registered office of the Company.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

In case of Sole Director, the Sole Director will exercise the same powers granted to the Board of Directors.

Art. 12. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, to any member or members of the board, directors, managers or other officers who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

Art. 13. Representation. The Company will be bound by the single signature of the sole director, or if the Board of Directors consists in three members or more by the joint signature of two directors, or the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors.

Art. 14. Supervision. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six years. Their reelection is authorized.

Art. 15. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on July 1st and shall terminate on June 30th of each year.

Art. 16. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

In the event of partly paid shares, dividends will be payable in proportion to the paid-in amount of such shares.

Interim dividends may be distributed by observing the terms and conditions foreseen by law.

Art. 17. Dissolution. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the general meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 18. Miscellaneous. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of May eleven, two thousand seven on société de gestion de patrimoine familial («SPF») and with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto."

Transitional provisions

- 1) The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and will finish on June 30th 2011.
- 2) The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2011.

Subscription and Payment

The subscribers have subscribed a number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

SAHOS S.A., prenamed	31.000	31.000	310
TOTAL:	31.000	31.000	310

Proof of such payments has been given to the undersigned notary, so that the amount of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) is as of now available to the company

Declaration - Evaluation

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10th, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The amount of expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately € 1.200.-.

Extraordinary general meeting

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that they were regularly constituted, they have passed the following resolutions by vote.

1. The number of directors is fixed at three and the number of the statutory auditor at one.

a)Mr. Jean-Marc FABER, born on 7 April 1966 in Luxembourg, residing professionally at 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg;

b) Mr. Christophe MOUTON, born on 20 November 1971 in Saint-Mard (Belgium), residing professionally at 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg;

c) Mr. Manuel BORDIGNON, born on 4th June 1969 in Esch-sur-Alzette (Luxembourg), residing professionally at 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

2. Has been appointed statutory auditor:

Fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à.r.l. with registered office at 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

3. The address of the Company is set at 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

4. The term of office of the directors and of the statutory auditor shall be of six years and shall end at the annual general meeting of shareholders to be held in the year 2016.

5. The board of directors is allowed to delegate the daily management's powers in accordance to article 12 of the by-laws.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing persons, known to the notary by his/her surname, name, civil status and residence, the said person proxyholder of the appearing persons signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française:

L'an deux mille dix, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

a comparu:

1.SAHOS S.A., établie et ayant son siège social au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 16 décembre 2010, R.C.S. Luxembourg B 157464, non encore publié, ici représentée par Monsieur Anouar BELLI, Employé privé, demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 22 décembre 2010;

La procuration signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, agissant dans les capacités susmentionnées, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer comme suit:

« **Art. 1^{er}. Dénomination - Forme.** Il est formé entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de «SILVER LINING S.A. SPF» (la «Société»), société anonyme - société de gestion de patrimoine familial.

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg Ville. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Objet. L'objet exclusif de la Société est l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les Contrats de Garantie Financière et la détention, la gestion et la réalisation des espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenues en comptes.

La Société ne pourra pas exercer d'activité commerciale, et la Société ne pourra pas non plus être impliquée dans la gestion d'une société dans laquelle elle détient une participation d'une autre manière que par l'exercice de ses droits en qualité d'actionnaire de cette société.

La Société n'exercera aucune activité industrielle ni ne maintiendra un établissement commercial ouvert au public.

De manière générale, la Société peut prendre toute mesure et effectuer toute opération qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet social (tel l'emprunt sous toute forme et l'octroi de toute assistance, avance, garantie, à chaque fois sans contrepartie, à des sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct), en restant toujours, cependant, dans les limites établies par la Loi SPF sur les sociétés de gestion de patrimoine familial.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, entièrement libérées.

La Société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

Le capital autorisé, comprenant les actions émises, est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de cinq millions d'euros (EUR 5.000.000,-) représenté par cinq mille (5.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans, commençant à courir à partir de la publication des présents statuts, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Art. 6. Actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 7. Assemblée des actionnaires – Dispositions générales. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 8 . Assemblée Générale annuelle - Approbation des comptes annuels. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le premier vendredi du mois de novembre à 10.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Autres assemblées. Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des carac-

téristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 10. Composition du Conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 11. Réunions du Conseil d'administration. Le conseil d'administration élit en son sein un président et peut choisir un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président, de l'administrateur unique ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut, unanimement, passer des résolutions circulaires en donnant son approbation par écrit, par câble, télégramme, télex ou fax, ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. Le tout formera le procès-verbal prouvant l'approbation des résolutions.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 13. Représentation. La Société sera engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit si le conseil d'administration est composé de trois membres ou plus par la signature collective de deux administrateurs, ou la seule signature de toute personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Art. 14. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années. Ils sont rééligibles.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} juillet et se terminera le 30 juin de chaque année.

Art. 16. Allocation des bénéfices. Sur le bénéfice annuel net de la société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 17. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 18. Divers. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du onze mai deux mille sept concernant la société de gestion de patrimoine familial («SPF») et à la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.»

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 30 juin 2011.
- 2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2011.

Souscription et Libération

Les comparants ont souscrit un nombre d'actions et ont libéré en espèces les montants suivants:

SAHOS S.A., prénommée	31.000	31.000	310
TOTAL:	31.000	31.000	310

Preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné, de sorte que la somme de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) se trouve à l'entière disposition de la société.

Déclaration - Evaluation

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de € 1.200.-.

Assemblée générale extraordinaire

Les personnes ci-avant désignées, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquées, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que cette assemblée était régulièrement constituée, elles ont pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires aux comptes à un.
 - a) Monsieur Jean-Marc FABER, né le 7 avril 1966 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg;
 - b) Monsieur Christophe MOUTON, né le 20 novembre 1971 à Saint-Mard (Belgique), demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.
 - c) Monsieur Manuel BORDIGNON, née le 4 juin 1969 à Esch-sur-Alzette (Luxembourg), résidant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.
2. A été appelé aux fonctions de commissaire aux comptes: Fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à.r.l. ayant son siège social au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.
3. L'adresse de la société est fixée à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
4. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2016.
5. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer les pouvoirs de gestion journalière conformément à l'article 12 des statuts.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des comparants, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: A. Belli, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 décembre 2010. Relation: EAC/2010/16689. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 28 décembre 2010.

Référence de publication: 2010174821/389.

(100201252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2010.

Hypo Portfolio Selection Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 61.843.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 15 décembre 2010

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire Messieurs Michele Corno, Luca Parmeggiani, Jean-Luc Neyens et Marc-André Béchet en qualité d'administrateurs, pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2011.

2. de réélire Deloitte S.A., Luxembourg en qualité de Réviseur d'Entreprises, pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2011.

Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Pour HYPO PORTFOLIO SELECTION SICAV

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Marc-André BECHET / Martine VERMEERSCH

Directeur / Sous-Directeur

Référence de publication: 2011008007/19.

(110008119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

WCC Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 115.897.

Par résolutions signées en date du 10 décembre 2010, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Stéphane Bourg avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant de classe A avec effet au 31 décembre 2010 et pour une durée indéterminée

2. Acceptation de la démission de Noëlla Antoine, avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 31 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2010.

Référence de publication: 2011007963/15.

(110008232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Golden-Line Transports S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3512 Dudelange, 155, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 107.931.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011011886/9.

(110013540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Velcour S.C., Société Civile.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg E 704.

—
Information du gérant en date du 21 décembre 2010

Le gérant prend note du changement d'adresse de:

L'un des associés:

Monsieur Dominique WARLUZEL, né le 29 mai 1957 à Pau (France) dont le nouveau domicile est au: 5, Chemin Kemerly CH-1206 GENEVE (Suisse).

Du gérant lui-même:

Monsieur Michel CLEMENCE, né le 27 février 1951 à Neuchatel (Suisse) dont le nouveau domicile est au: 1, Rue Etienne Dumont CH-1211 GENEVE (Suisse).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VELCOUR S.C.

Société Civile

Référence de publication: 2011007951/18.

(110008630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

WCC Hungary S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 122.772.

—
Par résolutions signées en date du 10 décembre 2010, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Stéphane Bourg avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant de classe A avec effet au 31 décembre 2010 et pour une durée indéterminée

2. Acceptation de la démission de Noëlla Antoine, avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 31 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2010.

Référence de publication: 2011007964/15.

(110008233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Fegon International S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 261, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 72.287.

—
Lors d'une réunion du conseil d'administration tenue le 12 janvier 2011 au siège social de la société Fegon International SA la résolution suivante a été prise:

Résolution:

Il a été décidé de désigner Monsieur Saïd EL GOURARI, né le 14.04.1975 à Woippy, domicilié à 117a route de Luxembourg, L-8077 Bertrange, comme administrateur-délégué de la société Fegon International SA.

Le mandat d'administrateur-délégué de Monsieur Saïd El Gourari commence ce jour et se terminera lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2010.

Signature

Le Président du conseil d'Administration

Référence de publication: 2011007998/18.

(110008102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

WCC Plauen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 3.845.850,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 121.377.

Par résolutions signées en date du 10 décembre 2010, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Stéphane Bourg avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant de classe A avec effet au 31 décembre 2010 et pour une durée indéterminée

2. Acceptation de la démission de Noëlla Antoine, avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 31 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2010.

Référence de publication: 2011007965/15.

(110008234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

WCC Poland Finco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 124.311.

Par résolutions signées en date du 10 décembre 2010, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Stéphane Bourg avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant de classe A avec effet au 31 décembre 2010 et pour une durée indéterminée

2. Acceptation de la démission de Noëlla Antoine, avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérante de classe A, avec effet au 31 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2010.

Référence de publication: 2011007966/15.

(110008235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Alux Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 118.712.

EXTRAIT

Il résulte d'une lettre adressée à la société Alux Immo SA. (RCS Luxembourg: B118712) que Monsieur Roger GREDEN, avec adresse professionnelle au 18-20, rue Michel Rodange, L- 2430 Luxembourg, a démissionné de son mandat d'administrateur de ladite société, avec effet au 10 janvier 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011007983/13.

(110008061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

Africa Edge, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 129.228.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011012004/9.

(110014652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2011.

WCC Poland S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 122.215.

Par résolutions signées en date du 10 décembre 2010, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Stéphane Bourg avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant de classe A avec effet au 31 décembre 2010 et pour une durée indéterminée

2. Acceptation de la démission de Noëlla Antoine, avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 31 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 janvier 2010.

Référence de publication: 2011007967/15.

(110008236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

WCC Vita-Center S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 8.117.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 131.551.

Par résolutions signées en date du 10 décembre 2010, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Stéphane Bourg avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant de classe A avec effet au 31 décembre 2010 et pour une durée indéterminée

2. Acceptation de la démission de Noëlla Antoine, avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 31 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 janvier 2010.

Référence de publication: 2011007968/15.

(110008237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Violet Grafton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 157.634.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the fourteenth day of December,

Before Maître Joseph Elvinger notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED

PWREF I Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 22, Grand Rue, 3rd Floor, L-1660 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under registration number B 132 917.

here represented by Flora Gibert professionally residing at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in the hereabove stated capacity, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it declares organized among itself and the articles of incorporation of which shall be as follows

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

In particular, the Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to develop such securities and patents, to grant to companies in which the Company has a participation, any assistance, loans, advances and guarantees.

The Company may engage in any transactions involving immovable and movable property. The Company may acquire, transfer and manage any real estate of whatever kind in whatever country or location. The Company may further engage and execute any operations which pertain directly or indirectly to the management and the ownership of real estate.

The Company may also carry out a licensing activity of trademark as well as a financing activity to its subsidiaries. The Company may carry out any industrial or commercial activity which directly or indirectly favours the realisation of its object.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of “Violet Grafton S.à r.l.”.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the board of managers. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by mean of a resolution of a general meeting of its shareholders. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company’s share capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one euro (EUR 1) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least. The shares to subscribe shall be offered preferably to the existing shareholders, in proportion to the share in the capital represented by their shares.

Art. 8. The shares are indivisible vis-à-vis the Company which will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company’s shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, which do not need to be shareholders.

The manager(s) is (are) appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office.

In the case of several managers, the Company is managed by a board of managers. In that case, the Company will be bound in all circumstances by the sole signature of one member of the board of managers or by the signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by the board of managers. The managers may be dismissed freely at any time, without there having to exist any legitimate reason (“cause légitime”).

The board of managers may grant special power by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. The board of managers shall choose from among its members a chairman resident in the Grand Duchy of Luxembourg and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

In dealing with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all transactions consistent with the Company’s purpose.

The board of managers shall meet as often as required and at least on a quarterly basis in the Grand Duchy of Luxembourg, upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman

shall preside at all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date proposed for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager who is not a resident of the United Kingdom may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy.

A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The manager(s) does (do) not assume, by reason of its (their) position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 17. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by the shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. The sole shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December.

Art. 21. Each year, as of the thirty-first of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and Payment

All the shares have been subscribed by PWREF I Holding S.à r.l. as aforementioned.

All the shares have been fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2010.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand three hundred Euro.

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder representing the entire subscribed capital has immediately proceeded to adopt the following resolutions.

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering itself as fully convened, has immediately passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 22, Grand Rue, 3rd Floor, L-1660 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,
2. The following persons are appointed managers of the Company for an indefinite period,
 - Ms. Valérie Scholtes, born on 23 December 1974 in Leuven, Belgium, with professional address at 22 Grand Rue, 3rd Floor, L-1660 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,
 - Mr. Gérard Becquer, born on 29 April 1956 in Briey, France, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,
 - Mr. Stéphane Bourg, born on 20 October 1973 in Nantes, France, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The managers are vested with the broadest powers to act in the name of the Company in all circumstances and to bind the Company by their sole signature.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation, on the request of the same appearing person, the English version will prevail in case of differences between the English and French text.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le quatorze décembre

Par devant Maître Joseph Elvinger notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

PWREF I Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 22 Grand Rue, 3^{ème} étage, L-1660 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132 917.

Ici représentée par Flora Gibert demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration signée ne varietur par le mandataire du comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. L'objet de la Société est d'exercer toute opération se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans toute entreprise sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion, l'administration, le contrôle et le développement de ces participations.

En particulier, la Société peut utiliser ses fonds pour constituer, administrer, développer et vendre un portefeuille de valeurs mobilières et de brevets de n'importe quelle origine, pour participer dans la constitution, le développement et le contrôle de n'importe quelle entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option des valeurs mobilières et des brevets, pour en disposer par voie de vente, transferts, échanges ou autrement, pour développer ses valeurs mobilières et brevets, pour accorder à des sociétés dans lesquelles la Société a une participation tout type d'assistance, prêts, avance et garanties.

La Société peut s'engager dans n'importe quelle transaction impliquant des biens meubles et immeubles. La Société peut acquérir, transférer et gérer tout bien immobilier de n'importe quelle forme. La Société peut acquérir, transférer et gérer des immeubles sous n'importe quelle forme, peu importe leur lieu de situation. La Société peut enfin s'engager dans n'importe quelle opération qui a trait, directement ou indirectement, à la gestion ou à la possession de biens immobiliers.

La Société pourra également exercer une activité de licence de marque de fabrique ainsi qu'une activité de financement de ses filiales. La Société pourra également accomplir toutes opérations, activités commerciales ou industrielles, qui favorisent directement ou indirectement la réalisation de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de «Violet Grafton S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représentée par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, d'une valeur de un euro (EUR 1) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement à la partie du capital qui représente leurs parts sociales.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier peuvent être transmises à des non associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat.

En cas de plusieurs gérants, la Société est administrée par un conseil de gérance. Dans ce cas, la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature unique d'un membre du conseil de gérance ou par la signature de toute personne à laquelle tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil de gérance. Les gérants sont librement et à tout moment révocables, sans qu'il soit nécessaire qu'une cause légitime existe.

Le conseil de gérance peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. Le conseil de gérance choisira parmi ses membres un président résident au Grand-Duché de Luxembourg et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que nécessaire et au minimum de façon trimestrielle au Grand-Duché de Luxembourg, sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance, en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant qui n'est pas résident au Royaume-Uni pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire.

Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant qui n'est pas résident au Royaume-Uni peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par visioconférence ou par d'autres moyens de communication similaire où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les uns les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant la preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le ou les gérant(s) ne contractent, à raison de sa (leur) fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui (eux) au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collective des associés

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 18. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 19. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 20. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 21. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 22. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fond de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pourcent (10%) du capital social. Le solde est à libre disposition de l'assemblée générale.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s) en fonction, ou par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et Libération

Les parts sociales ont été toutes souscrites par PWREF I Holding S.à r.l., susmentionnée.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de constitution de la Société et finira le 31 décembre 2010.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille trois cents Euros.

Résolutions de l'associé unique

Et aussitôt l'associé, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqué, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 22 Grand Rue, 3^{ème} étage, L-1660 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

2. Sont nommés gérants de la Société pour une durée illimitée

- Madame Valérie Scholtes, née le 23 décembre 1974 à Leuven, Belgique, avec adresse professionnelle au 22 Grand Rue, 3^{ème} étage, L-1660 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

- Monsieur Gérard Becquer, né le 29 avril 1956 à Briey, France, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

- Monsieur Stéphane Bourg, né le 20 octobre 1973 à Nantes, France, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et l'engager valablement par leur signature unique.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française, sur demande du même comparant, le texte anglais fera foi en cas de divergence entre les deux.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 décembre 2010. Relation: LAC/2010/56650. Reçu soixante-quinze euros (75,-€)

Le Receveur ff. (signé): Tom BENNING.

Référence de publication: 2010173323/321.

(100200489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2010.

WCC Wedel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.886.375,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 114.576.

Par résolutions signées en date du 10 décembre 2010, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Stéphane Bourg avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant de classe A avec effet au 31 décembre 2010 et pour une durée indéterminée

2. Acceptation de la démission de Noëlla Antoine, avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 31 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 janvier 2010.

Référence de publication: 2011007969/15.

(110008238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Alux Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 118.712.

EXTRAIT

Il résulte d'une lettre adressée à la société Alux Immo SA. (RCS Luxembourg: B118712) que Monsieur Pierre-Paul BOEGEN, avec adresse professionnelle au 18-20, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg, a démissionné de son mandat d'administrateur de ladite société, avec effet au 10 janvier 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011007984/13.

(110008062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

Union Bancaire Privée (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 9.471.

La nouvelle liste des signatures autorisées a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 03.01.2011.

Union Bancaire Privée (Luxembourg) S.A.

Marie-Paule Mockel / Vérane Waltregny

Cadre / Adjoint à la Direction

Référence de publication: 2011008150/13.

(110009005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Equestricon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6450 Echternach, 21, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 103.308.

Les comptes annuels au 31.12.10 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011012111/9.

(110014344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2011.

Codelem Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 108.069.

Extrait des résolutions adoptées par le conseil d'administration de la Société à Luxembourg le 14 décembre 2010.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la Société tenue en date du 14 décembre 2010 qu'il a été décidé de réélire en tant qu'administrateur-délégué de la Société Monsieur Vincent GOY, résidant professionnellement au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2011.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2011007991/15.

(110007794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

Green Valley S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-7327 Steinsel, 33, rue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 148.737.

—
EXTRAIT

En date du 2 décembre 2010, l'associé unique, Promotion Immobilière Luxembourg, en abrégé "PromIL", société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, avec siège social à 33, rue J. F. Kennedy, L-7327 Steinsel, inscrite au Registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 85.071, a cédé (i) 10 parts sociales à M. Marc-François Daubenfeld, juriste, né à Luxembourg, le 19 mars 1978, demeurant à 18, rue J. Oster, L-8146 Bridel et (ii) 10 parts sociales à M. Gilbert Poitiers, économiste, né à Ninove (Belgique), le 3 septembre 1951, avec résidence professionnelle à 2, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg.

Suite à ces cessions, les parts sociales sont réparties comme suit:

Promotion Immobilière Luxembourg ("PromIL"), société à responsabilité limitée, précitée:	80 parts sociales
M. Marc-François Daubenfeld, précité:	10 parts sociales
M. Gilbert Poitiers, précité:	10 parts sociales
Total:	100 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011008002/21.

(110008089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

Grosvenor International Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 157.298.

—
EXTRAIT

M. Simon Hauxwell, demeurant professionnellement au 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, né le 6 juin 1959 à Singapour, a été nommé en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet au 10 janvier 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2011.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2011008000/16.

(110007807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

GARBE Logistic Management Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 44, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 129.795.

—
Zu vorgenannter Firma teilen wir Ihnen mit, dass ein Mitglied des Geschäftsführerrates ausscheidet:

Herr Detlef Kuhlen, geb. am 25.01.1959, geschäftsansässig in:

Georg-Glock-Strasse 4, D-40474 Düsseldorf,

scheidet zum 31.12.2010 als Geschäftsführer der Gesellschaft aus.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 11. Januar 2011.

Pour avis conforme

Bodo Demisch

Geschäftsführer

Référence de publication: 2011008001/17.

(110008077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

ICCI, International Chemical and Cosmetic Investment Company, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 8.645.

Par décision du Conseil d'administration du 6 décembre 2010, le siège social a été transféré du 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg avec effet immédiat. De plus, veuillez noter que dorénavant l'adresse professionnelle des administrateurs et du commissaire aux comptes:

Monsieur Guy KETTMANN, Administrateur de la société,

Monsieur Olivier LECLIPTEUR, Administrateur de la société,

Madame Marie BOURLOND, Administrateur de la société,

AUDIT TRUST S.A., société anonyme, Commissaire aux comptes de la société,

est située au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg avec effet au 6 décembre 2010.

Luxembourg, le 06 DEC. 2010.

Pour: ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Lionel Argence-Lafon

Référence de publication: 2011008112/21.

(110008653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Homac Aviation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5366 Munsbach, 212, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 52.018.

Extrait de l'Assemblée Générale Du 30 décembre 2010

Première résolution

Le mandat de l'administrateur Paul G. HOEGEN, employé privé, demeurant à rue Principale 212, L-5366 Munsbach est reconduit pour un nouveau terme de six ans.

Le mandat de l'administrateur Eric J.P. HOEGEN, employé privé, demeurant à Rainweg 2, CH-5330 Bad Zurzach est reconduit pour un nouveau terme de six ans.

Deuxième résolution

Le mandat du commissaire aux comptes actuel, Madame Sylvianne DUMMONG-KEMP est reconduit pour un nouveau terme de six ans.

Référence de publication: 2011008005/16.

(110007864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

Grosvenor Americas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 65.855.232,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 157.509.

EXTRAIT

M. Simon Hauxwell, demeurant professionnellement au 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, né le 6 juin 1959 à Singapour, a été nommé en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet au 10 janvier 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2011.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2011008104/16.

(110008448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

JMISYL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3898 Foetz, 11, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 156.355.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire

1) Cessions de parts:

Suite à deux (2) cessions de parts sous seing privé, la société RESTAURANT CAFFEAROMA SA avec siège sociale à L-3898 Foetz, 11, rue du Brill, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B86 505 est devenu actionnaire unique et propriétaire des cents (100) parts sociales de JMISYL S.à.r.l. avec siège social à L-3898 Foetz, 11, rue du Brill, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 156 355, constituée suivant acte du notaire Aloyse BIEL de Esch sur Alzette en date du 28 octobre 2010, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 2657 du 3 décembre 2010.

2) Démission du Gérant Administratif:

Monsieur Sylvain CAMBAZARD, restaurateur, demeurant à F-21270 SOISSONS SUR NACEY 4, rue du Bourg, né le 14/02/1971 à DIJON, démissionne de ses fonctions de gérant administratif. La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature du Gérant Technique.

Luxembourg, le 23 novembre 2010.

Monsieur Sylvain Cambazard / Monsieur Pasquale Corcelli.

Référence de publication: 2011008010/20.

(110008127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

Bajo Aragón I S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 11-13, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 137.307.

Extrait de la décision prise par le conseil de gérance en date du 31 décembre 2010

Le siège social a été transféré de L-1258 Luxembourg, 22, rue Jean-Pierre Brasseur, à L-1331 Luxembourg, 11-13, boulevard Grande-Duchesse Charlotte avec effet en date du 1^{er} janvier 2011.

Luxembourg, le 20 JAN. 2010.

Pour extrait sincère et conforme

BAJO ARAGÓN I S. à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2011008744/14.

(110008663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

LLtd 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 106.756.

Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 6 décembre 2010

Il résulte des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 6 décembre 2010, qu'il a été décidé de:

1. prendre acte et accepter la démission de Monsieur Steven J. Golub, gérant de la Société avec effet au 6 décembre 2010.

2. nommer en tant que gérant de la Société Monsieur Alexander F. Stern, né le 4 novembre 1966 au Royaume-Uni et résidant professionnellement au 30, Rockefeller Plaza, New-York, NY 10020, Etats-Unis d'Amérique, pour une période indéterminée.

Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2011008019/19.

(110007795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

PRB Luxemburgo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 17.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 156.164.

1. Suite aux cessions de parts intervenues en date du 30 Décembre 2010 entre Agroamerica Fruit Company B.V., PRB EL SALVADOR S.A. de C.V., Mr Fernando Paiz Andrade et International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A., les 175,000 parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

- International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A., établie à 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg détient 175,000 parts sociales d'une valeur nominale de USD 0.10.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRB Luxemburgo S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2011008044/18.

(110007845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

LLtd 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.150,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 106.757.

Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 6 décembre 2010

Il résulte des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 6 décembre 2010, qu'il a été décidé de:

1. prendre acte et accepter la démission de Monsieur Steven J. Golub, gérant de la Société avec effet au 6 décembre 2010.

2. nommer en tant que gérant de la Société Monsieur Alexander F. Stern, né le 4 novembre 1966 au Royaume-Uni et résidant professionnellement au 30, Rockefeller Plaza, New-York, NY 10020, Etats-Unis d'Amérique, pour une période indéterminée.

Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2011008020/19.

(110007796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

Trade Petroleum S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 70.139.

La société Fiduciaire de Trèves S.C. a dénoncé, avec effet immédiat, le siège social de la société:

TRADE PETROLEUM SA.

74, rue de Merl

L - 2146 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 70139

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2011.

FIDUCIAIRE DE TREVES S.C.

Signature

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2011008056/16.

(110008168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

Oikopolis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 13, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 62.528.

Vu la décision du conseil communal de Schuttrange de changer le nom du Parc d'activité Syrdall en rue Gabriel Lippmann, l'adresse du siège social est dorénavant: 13 rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011008037/11.

(110007837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

LLtd 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 108.007.

Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 6 décembre 2010

Il résulte des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 6 décembre 2010, qu'il a été décidé de:

1. prendre acte et accepter la démission de Monsieur Steven J. Golub, gérant de la Société avec effet au 6 décembre 2010.

2. nommer en tant que gérant de la Société Monsieur Alexander F. Stern, né le 4 novembre 1966 au Royaume-Uni et résidant professionnellement au 30, Rockefeller Plaza, New-York, NY 10020, Etats-Unis d'Amérique, pour une période indéterminée.

Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2011008021/19.

(110007801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

BON AVENIR S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 156.544.

Par décision du Conseil d'administration du 06 décembre 2010, le siège social a été transféré du 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg avec effet immédiat. De plus, veuillez noter que dorénavant l'adresse professionnelle des administrateurs ainsi que leurs représentants permanents et du commissaire aux comptes:

KOFFOUR S.A., société anonyme, Administrateur de la société représentée par Monsieur Guy BAUMANN,
LANNAGE S.A., société anonyme, Administrateur de la société représentée par Madame Marie BOURLOND,
VALON S.A., société anonyme, Administrateur de la société représentée par Monsieur Guy KETTMANN,
AUDIT TRUST S.A., société anonyme, Commissaire aux comptes de la société
est située au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg avec effet au 06 décembre 2010.

Luxembourg, le 06 DEC. 2010.

Pour: BON AVENIR S.A., société de gestion de patrimoine familial

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Lionel Argence-Lafon

Référence de publication: 2011008081/23.

(110008687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.